



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)



MARCOURT FLINGUE L'ÉDUCATION PUBLIQUE !

CPAS - CONTRE LA CRÉATION DE TRAVAILLEURS PAUVRES !

SNCB - NON À LA SCISSION! ON NE LÂCHE RIEN !

AIP - LUTTER MAINTENANT CONTRE LE GEL DES SALAIRES

MALI - NON À L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE FRANÇAISE

NON au budget 2013



Grève régionale du 19 décembre à Namur

Malgré que le gouvernement ait opéré plus de 20 milliards de réductions budgétaires en 2012, l'année 2013 s'ouvre encore avec l'annonce que « *des impôts supplémentaires seront indispensables* » (Le Soir, 02/03). Comme l'avoue Elio Di Rupo, « *la croissance n'a cessé de baisser : de 2,1 %, 1,8 %, 1,6 %, 0,7 %...* », mais c'est à cause de « *la crise* ». Que faire alors ? Le MR se félicite : « *comme il le demande depuis le début, des efforts ont été faits pour réduire les dépenses publiques* » (21/12). Comprendons bien, il y a dépenses et dépenses. Début décembre, « l'Europe » a décidé qu'il y avait lieu d'inscrire 2,9 milliards dans les dépenses pour renflouer Dexia : de l'argent perdu – et non une « dette » – qui va encore « faire déraiper le budget ». Mais pour les banques, il n'y a pas de discussion ! Le gouvernement en affaires courantes n'avait-il pas déjà octroyé à Dexia une garantie de 54,46 milliards, par simple arrêté royal du 18/10/2011 ? Aujourd'hui, avec un gouvernement bien établi sous la houlette des « socialistes », il n'y a pas davantage besoin de déranger le Parlement concernant les « obligations de la dette ». L'année s'est terminée avec une injection de

quelques milliards pour « sauver » une nouvelle fois Dexia, qui peut continuer à fonctionner comme si de rien n'était

Et pour les travailleurs ? Sauver « le pays », cela veut dire diminuer le budget de la SNCB de 3 mrd/an à 2 mrd/an. Cela veut dire laisser la gestion de l'enseignement supérieur à une fondation d'utilité publique, de manière à pouvoir supprimer des formations, augmenter la sélection à l'entrée, régionaliser et orienter les financements pour mieux répondre aux exigences des entreprises privées. Cela veut dire rendre les chômeurs responsables de ne pas trouver d'emploi, alors que les entreprises peuvent licencier leurs travailleurs comme bon leur semble sans jamais devoir embaucher, et couper dans les ressources étroites des CPAS. Cela veut dire bloquer sans négociation la norme salariale à 0 % pour deux ans au moins. On clame haut et fort que l'on « maintient l'index », mais on le manipule – en changeant sa composition, sa façon de le calculer – de telle façon qu'en dépit de l'inflation, il n'y aura pas d'ajustement en 2013 : « *l'indice pivot pour les allocations sociales et les salaires dans le secteur public ne sera pas dépassé* » (09/01).

C'est clair, les rouages de l'Etat sont bel et bien au service de la classe

dominante, et en premier lieu de l'oligarchie financière, responsable d'une crise qu'elle veut faire payer aux travailleurs, mais dont elle a été et reste la grande bénéficiaire. Le « socialiste » Di Rupo « oublie » que les patrons et les travailleurs ont des intérêts opposés : il invite « *patrons et syndicats à s'aider pour sortir le pays des difficultés*. » En réalité, c'est bien les patrons qu'il s'agit d'aider, pas question de sauver le pouvoir d'achat des travailleurs : « *La modération salariale s'avérait nécessaire dans les circonstances actuelles notamment pour permettre aux entreprises de franchir une étape difficile en compétitivité.* »

Pourtant, les leaders syndicaux crient cyniquement victoire. « *Nous avons été entendus et l'index a été sauvé* », se félicite la Secrétaire générale de la FGTB. « *Pournous, le pire a été évité grâce à la mobilisation* », commente Claude Rolin pour la CSC (21/11). Mais depuis lors, on ne voit venir aucun plan d'action contre le budget 2013 et le blocage des salaires. « *Alors que le gouvernement nous a déclaré la guerre, on se croirait presque en période de paix sociale !* », s'irritent pas mal de travailleurs à la base. Il faut organiser la riposte ! Les travailleurs qui se mobilisaient à Namur le 19 décembre l'ont bien compris. Si les sommets syndicaux se refusent à défendre les intérêts des travailleurs dans la rue, les Centrales combattives, qui ont fait du 14 novembre une journée de grèves et de manifestations, doivent se rencontrer, se coordonner et s'unir pour continuer le combat, plus forts, notamment en vue du prochain sommet européen des 13 et 14 mars.

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 23 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Pour la solidarité avec les plus démunis !

Contre la création de travailleurs pauvres !



Dans le cadre des 10 ans de la Loi sur le droit à l'intégration sociale, célébrés par le SPP Intégration Sociale le 13 décembre 2012, plusieurs associations ont manifesté pour en dénoncer les dérives : contrôle démesuré des bénéficiaires du Revenu d'Intégration Sociale (RIS), mise au travail dans des emplois précaires et mal payés, obligation des bénéficiaires du RIS de chercher un emploi alors qu'il n'y a pas assez d'emplois pour tous... Enfin, le montant du RIS est inférieur au seuil de pauvreté. Cette situation bafoue la loi des CPAS dont l'article 1 dit : « toute personne a droit à l'aide sociale. Celle-ci a pour but de permettre à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine. » Au lieu de permettre de sortir de la pauvreté, cette Loi entretient la précarité des bénéficiaires du RIS.

L'austérité et le CPAS

Le CPAS (Centre Public d'Action Sociale) est une institution qui doit être au service des plus défavorisés. Les CPAS représentent d'abord la solidarité entre ceux qui ont la chance d'avoir un travail avec un salaire correct et les personnes qui n'ont jamais travaillé ou qui doivent demander un complément de revenus, car elles ne parviennent pas à faire face aux besoins vitaux. C'est le dernier rempart avant la rue, qui existe grâce aux cotisations de tous les travailleurs et qui est d'autant plus important en temps de crise.

Actuellement en Belgique, le RIS est de 785 € pour une personne isolée. Si deux personnes vivent sous le même toit, l'une des deux (souvent la femme) sera considérée comme cohabitante et ne recevra donc que 523 €. Enfin, une

personne avec famille à charge recevra 1047 €. Une note récente du gouvernement sur la pauvreté et l'exclusion sociale en Belgique indique que 15 % de la population court un risque de pauvreté (SPF Economie, 16/10/12). Il s'agit des ménages avec deux enfants gagnant moins de 2.100 €/mois et des personnes isolées avec 1000 €/mois. Mais c'est ce même gouvernement qui fixe les revenus de l'aide sociale qui sont – largement! – inférieurs au seuil de pauvreté! A titre d'exemple, un Belge avec le statut « isolé » reçoit 215 € de moins que le seuil de pauvreté européen!

Loin de vivre dignement, les plus précarisés peuvent à peine survivre avec leur RIS. Mais avant tout, il faut l'obtenir, et c'est là où le système devient vraiment pervers. En effet, pour bénéficier du RIS, il faut signer un contrat par lequel la personne aidée s'engage à chercher du travail et/ou à suivre une formation. Quelle belle hypocrisie quand on sait à quel point le marché du travail est saturé! Selon une étude de l'UCL, pour une offre d'emploi peu qualifiée à Bruxelles, il y a 112 demandeurs d'emploi (Belga, 08/11/12)! Pas un jour ne passe sans qu'on annonce des licenciements! Ils devront donc suivre une formation courte pour obtenir un emploi précaire et peu qualifié (nettoyage en titre service par exemple)... difficile à obtenir. Bref, ils s'engagent à rester dans un cycle de pauvreté.

De plus, le gouvernement Di Rupo a décidé d'approfondir sa réforme du chômage en diminuant fortement les allocations de chômage dans le temps. Les travailleurs les plus précaires vont ainsi être doublement touchés. L'« activation » des chômeurs va en pousser beaucoup à accepter un emploi précaire et mal payé, augmentant la masse des travailleurs pauvres sus-

ceptibles de venir toquer à la porte du CPAS. S'ajoutent les nombreuses suspensions des allocations de chômage, voire carrément les exclusions : 47 000 personnes seront exclues en 2015 en conséquence de la seule réforme du 1er novembre 2012 (www.csc-en-ligne.be, 21/06/12). Sans aucun revenu, ils seront amenés directement « à la case CPAS ».

Les allocataires, des profiteurs ?

Le gouvernement et les médias nous présentent souvent les allocataires sociaux comme des profiteurs qui se complaisent dans leur misère, qui profitent du système... Ces préjugés largement répandus, tant chez les travailleurs qui ont du boulot que chez les travailleurs sociaux, ont pour effet direct de nous diviser.

Ils sont mis en avant pour justifier les attaques contre le chômage et les montants ridicules des allocations. Et loin d'augmenter les salaires, le gouvernement a prévu, dans son budget 2013, d'interdire leur augmentation au-delà de l'indexation (qui sera revue à la baisse)! En déclarant que les bas salaires ne sont pas concernés par le « gel », le gouvernement cache qu'ils sont de toute façon insuffisants, mais qu'il ne fera rien pour en relever le montant brut. Non seulement il n'y a pas d'impôts sur les grosses fortunes, mais le gouvernement continue à dégrader des centaines de millions d'euros pour la réduction des cotisations patronales. Ces diminutions représenteront une rentrée de moins pour la sécurité sociale. Bref, le choix du gouvernement « socialiste » est clair : on continue à prendre aux pauvres pour donner aux riches.

Comme les organisateurs du rassemblement du 13 décembre, nous pensons qu'il n'y a rien à fêter, car nous voyons que l'aide sociale, une conquête de l'ensemble des travailleurs, devient, dans les faits, un système de création de travailleurs pauvres. Pour lutter contre l'évolution de la gestion de la pauvreté, nous pensons qu'il est important de promouvoir l'unité entre tous les travailleurs concernés : les demandeurs d'aides sociales, les assistants sociaux des CPAS et ceux de l'associatif.

Exigeons: *Augmentation du budget fédéral alloué aux CPAS!*

Pour un RIS au-dessus du seuil de pauvreté!

Non à la contractualisation, non à l'activation!

Droit à une vie décente pour tous! Droit à un emploi de qualité pour tous!

Contre l'austérité et la scission, la mobilisation doit continuer !

Tandis que la longue bataille pour une « société intégrée » continue, un plan d'austérité s'abat sur le rail. Les cheminots et les usagers doivent faire face au gouvernement dans un combat dont l'enjeu est ni plus ni moins la pérennité du chemin de fer public. Et le combat se cristallise toujours plus au sein des structures syndicales...

La scission : un pas de plus vers la privatisation

Ce 9 janvier, le Conseil des Ministres restreint (Kern) a avalisé le projet de réforme du ministre des Entreprises publiques, Paul Magnette. En supprimant la SNCB-Holding, ils optent pour une scission, une séparation complète (et non plus seulement comptable), entre la SNCB, l'opérateur ferroviaire, et Infrabel, le gestionnaire de l'infrastructure. Contrairement à ce que Magnette évoquait, ils n'y sont contraints par aucune obligation européenne.

Alors que la libéralisation du transport national de voyageurs est en ligne de mire, isoler complètement la SNCB sert les intérêts des opérateurs privés. En effet, comme on le voit dans le secteur marchandise (déjà libéralisé), de nouvelles compagnies viennent profiter des trajets les plus rentables et laissent le reste sur le dos de l'opérateur public, qui ne peut que s'enfoncer dans le rouge. Comme le dénoncent depuis des mois les syndicats, la scission du chemin de fer est la porte ouverte au scénario « Sabena bis », qui signifierait à terme la faillite de la SNCB, déjà bien lourde d'une dette colossale...

A l'instar des trains internationaux libéralisés (ICE, Thalys, Eurostar, Fyra), ce nouveau marché ferroviaire national serait alors dominé

par de grandes compagnies comme la SNCF et la Deutsche Bahn. Une fois de plus le grand capital français et allemand viendrait s'approprier la part du lion dans le réseau belge, au détriment de la SNCB et des travailleurs et usagers de notre service public.

Dans ce contexte, la SNCB est soumise à une profonde mutation « à la recherche de la rentabilité » (avec une pression accrue évidente sur ses travailleurs), mais elle n'a même pas l'ambition de « faire face à la concurrence » par exemple, avec l'arrivée du nouveau train privé Fyra entre Bruxelles et Amsterdam - qui n'offre que 10 trains par jour, qui ne s'arrête plus à autant de gares que le faisait la SNCB, qu'on est obligé de réserver, et sans parler du prix - la SNCB a purement et simplement supprimé tous ses trains vers Amsterdam !

Magnette présente comme un compromis avec les syndicats le fait de prévoir un employeur unique, un statut et une Commission paritaire unique pour tous les cheminots, avec la nouvelle société HR-RAIL. Mais c'est de la poudre jetée aux yeux du public, la scission rend HR-RAIL caduque. Cette société, que le Ministre a commencé par vouloir être une asbl, n'est qu'un pansement sur une jambe de bois. Seule une société intégrée et publique permettrait de maintenir le statut

unique à long terme, et un rapport de force syndical face l'employeur pour la défense des conditions de travail, de l'emploi et les bienfaits d'un service public à la population.

L'austérité ferroviaire n'apportera que misère

Le chemin de fer est une cible toute désignée des plans d'austérité du gouvernement. La coupe de 110 millions fin 2011 avait entraîné entre autres la fermeture de dizaines de guichets et de gares et la suppression de 193 trains... Avec cette dernière mesure, la SNCB tablait sur une économie de 13 millions. En essayant de supprimer 8 restaurants pour son personnel, elle déclare vouloir récupérer un pauvre petit million... Et le gouvernement annonce maintenant que la dotation pour le rail pour 2013-2014 est encore rabotée de 240 millions !

De plus, la faible enveloppe pour le « plan d'investissements » prévue pour 2013-2025 est un plan de misère programmée. Dans une première analyse, Infrabel a trié les lignes en 3 catégories : A, on y investit (le « core network ») ; B, on investit encore 5 ans ; C, arrêt immédiat des investissements. Si ces études devaient se concrétiser, ce serait dramatique pour bon nombre d'usagers, et en particulier dans les zones rurales plus touchées.



Contre l'austérité et la scission, la mobilisation doit continuer !

Leur vision d'avenir va jusqu'à étudier la possibilité de réduire les exigences d'entretien... sans raboter la sécurité nous diront-ils...

Une autre conséquence à ce désinvestissement du gouvernement fédéral est l'appel lancé aux Régions pour cofinancer des projets sur leur territoire. Et des négociations sont en cours... De plus, la réforme de scission prévoit une représentation des Régions aux Conseils d'administration. Un rail à trois vitesses se met en place !

En ce qui concerne l'emploi, chaque mois 100 postes statutaires ne sont pas remplacés suite aux départs à la pension et, dans ce contexte de misère, l'hémorragie risque bien de s'accroître...

Bref, le plan d'austérité du rail risque de mener à l'abandon pur et simple d'une partie du réseau, encourage encore la destruction de l'emploi statutaire, ne peut qu'accroître le processus de démantèlement du service public et de privatisation, et ouvre grand la porte à la régionalisation du rail, propice elle aussi à la privatisation.

Refusons ce sacrifice au nom d'économies illégitimes ayant pour cause le sauvetage des banques. Les travailleurs ne sont pas responsables de cette crise capitaliste. Le service public n'est ni une vache à lait, ni à brader au privé ; il faut le refinancer pour créer de l'emploi, pour sauver la population de l'isolement et la précarité, comme un maillon important et réaliste pour sortir définitivement de la crise.

Un syndicalisme de combat est indispensable

En réaction à la scission du groupe SNCB, le Bureau Exécutif National (BEN) de la CGSP Cheminots, le syndicat qui a mené le plus fermement la bataille, affirme officiellement s'y opposer. Toutefois, certains représentants déclarent qu'après tant d'efforts au sein du syndicat, mais aussi avec « le parti » (en l'occurrence ici le Sp.a), il ne reste plus qu'à accompagner cette décision politique en négociant de bonnes conventions entre Infrabel et la SNCB... Négocier aujourd'hui de « bonnes » conventions permettrait au gouvernement d'obtenir finalement la signature des syndicats sur l'essentiel de la réforme contre la

quelle les cheminots et certaines organisations d'usagers se sont battus pendant des mois. Qu'aurait-on à gagner à négocier des cacahuètes d'un sachet empoisonné ? Nous sommes pour une société intégrée, c'est, et cela restera, la seule option réaliste pour sauver notre chemin de fer public, l'emploi et le service aux usagers. Nous continuerons à nous opposer jusqu'au bout au plan du gouvernement et nous resterons droits dans nos bottes pour en dénoncer les dégâts. La Slovénie et la France sont revenues d'un système ferroviaire scindé à un système intégré, les Pays-Bas pourraient suivre ce mouvement... L'histoire et la lutte ne sont pas finies !

Face à ces attaques historiques menées par un ministre et un gouvernement « socialistes », la réaction syndicale paraît pour le moins tronquée. La tactique du ministre est simple mais efficace, à cause de la collaboration des négociateurs syndicaux. Les « négociations » ont été tirées en longueur sur plus de cinq mois, avant le dépôt du projet au Kern à la veille des fêtes de fin d'année, donnant l'impression d'un « fait accompli » à un moment où la mobilisation est plus difficile. Ces rencontres avec le ministre se sont fait sans aucun écrit, de manière opaque, sans avancée tangible et toujours en renvoyant la base vers une concertation à venir, de nouvelles décisions des instances syndicales et surtout, sans la volonté de créer un rapport de force pour imposer la vision des cheminots au ministre. Quand celui-ci dépose son projet fin décembre, le BEN de la CGSP le rejette oui, mais regrette encore le « manque de respect et le mépris » du ministre envers les organisations syndicales et nous renvoie une fois de plus à une prochaine discussion avec lui... le 15 janvier, en refusant de déposer un préavis de grève.

Lors de la journée nationale d'information de la CGSP le 10 janvier (dont le but était de prendre la température de la base), les interventions des délégués étaient à l'opposé de ce fatalisme et proposaient un plan d'actions pour continuer la lutte : des assemblées sur les sièges de travail, une grève tournante par province, des actions de blocage de

nœuds économiques comme le port d'Anvers, l'occupation de cabines de signalisation, une grève au finish... Le message de la base était clair sur un autre point : nous donnons notre mandat aux permanents pour organiser ce plan d'actions, s'ils ne le font pas, la confiance n'y sera plus...

Cependant, le BEN du 15 janvier déclare que, « tout en restant vigilant », aucune action n'est prévue et il décide de « reprendre les négociations »... Négocier quoi ? Avec un ministre qui « méprise » les syndicats, nous disait-il. Allez comprendre !

Des rencontres, des discussions ou une concertation avec le ministre sont inutiles sans mobiliser préalablement les cheminots, sans créer un rapport de force. Le syndicalisme de concertation ne fait que donner l'impression d'arrondir les angles des réformes pour étouffer dans l'œuf la combativité de la base et nous faire avaler l'inacceptable. Face à ce constat, nous proposons de construire un syndicalisme de lutte, qui s'organise à la base et construit un plan d'actions et de mobilisation.



Signez la pétition contre la suppression des lignes régionales : <https://12291.lapetition.be>

Et celle pour une société intégrée : www.petitions24.net/pour_une_societe_ferroviaire_integree_et_publicue

Décret Marcourt :

Coup de massue d'austérité contre l'enseignement supérieur

Depuis début décembre le décret Marcourt défraye la chronique. Sous prétexte de revoir le « paysage » de l'enseignement supérieur, la réforme en change profondément l'organisation et prépare une réforme du financement. Après les gesticulations des recteurs et les diverses versions du texte, le gouvernement a décidé de soutenir massivement le décret. Mais que se cache-t-il derrière cet écran de fumée politico-médiatique?



Assemblée générale à Louvain-la-Neuve se positionne contre le projet du ministre

réorienter les

Rompre la logique de service public

Le décret actuel se situe dans la suite logique du décret « Bologne », qui avait fait passer la formation universitaire à cinq ans sans financement supplémentaire et avait ainsi lourdement travaillé des enseignants et du personnel administratif, tout en diminuant l'encadrement des étudiants. Après la réforme de la formation, c'est donc l'organisation même de l'enseignement supérieur public en Belgique francophone que le décret souhaite modifier. Auparavant le ministère de l'Éducation supérieure était chargé de financer les universités en divisant une enveloppe fermée entre les différentes universités suivant leur nombre d'étudiants et leur répartition entre sciences humaines (financement x_1), sciences de la nature (x_2) et sciences appliquées (x_3). L'État était donc le principal subsidant de l'enseignement, et les universités jouissaient d'une relative autonomie quant aux filières qu'ils ouvraient.

Ce qu'apporte le décret, c'est la création d'une nouvelle structure, l'ARES (Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur), une fondation d'utilité publique – comme le FNRS ou la Fondation Roi Baudouin –, qui devra assurer

la « coordination générale des activités » des universités. Le ministère de l'Enseignement supérieur perd donc la plupart de ses prérogatives au profit d'une organisation détachée de l'État, qui ne dépendra du secteur public qu'à travers une dotation et un contrat de gestion, un peu comme la SNCB. La Communauté française ne devient plus qu'une source possible de financement, à côté des entreprises privées, des collectivités locales (Régions, Provinces...) et des étudiants eux-mêmes. C'est la logique même de service public qui est détruite par l'application des mêmes plans de privatisations que pour le transport ou les télécommunications.

Un décret d'austérité

La réforme se donne ouvertement pour objectif « d'assurer une meilleure gestion des moyens publics » et de « supprimer les redondances entre établissements au sein de l'ARES ». Ainsi l'ARES pourra décider de retirer subsides et habilitations aux formations qu'elles jugent « identiques et concurrentes », ouvrant la voie à leur suppression pure et simple. Sur la base des évaluations de l'AEQES (Agence pour l'Évaluation de la Qualité de l'Enseignement Supérieur), l'ARES pourra également décider de

investissements vers les départements ou laboratoires qu'elle juge plus aptes à contribuer aux « pôles d'excellence » économiques. En dessinant des « pôles » et « interpôles » géographiques calqués sur les « bassins de vie » du plan Marshall – sorti de la tête du même Marcourt –, tout l'enjeu revient à faire coïncider ces choix d'investissement avec les objectifs du plan Marshall, autrement dit de répondre le mieux possible aux exigences économiques des entreprises de la région. La marchandisation du savoir se poursuivra aux trois niveaux : d'une part, assurer un enseignement de premier cycle en fonction des besoins de formation d'employés pour les entreprises, réduisant le panel de filières disponibles et leur caractère généraliste ; d'autre part, concentrer les formations de deuxième et troisième cycle dans certaines universités, celles les plus à même de se lier aux entreprises de pointe dans le domaine en question et d'attirer leur financement... en se transformant ainsi en plate-forme de sous-traitance de Recherche & Développement et en formant les cadres dont ces entreprises ont besoin.

Cette réforme s'inscrit dans le cadre de l'austérité appliquée

Décret Marcourt : coup de massue d'austérité contre l'enseignement supérieur



Étudiants de l'Haute École de Bruxelles se manifestent contre le décret Marcourt

au budget de la Communauté française. L'enveloppe fermée ne suit pas l'augmentation du nombre d'étudiants. Chaque année, il faut donc faire plus avec proportionnellement moins de moyens. A titre d'exemple, malgré le passage de 1200 à 3000 étudiants en dix ans, la faculté de psychologie de l'UCL n'a embauché que deux professeurs supplémentaires... Après 2014, un nouveau décret financement est attendu. La réforme des structures n'est donc en réalité que la première étape d'une attaque de plus grande ampleur qui coupera plus que probablement dans le financement de l'enseignement ! Pour les étudiants, le décret rend déjà possible l'augmentation du minerval, à paiement différé après les études, et l'imposition d'examens d'entrée ou de sélection sur dossier en master voire en baccalauréat. Ces deux projets limitant l'accès aux études ont déjà fait l'objet de discussions et bénéficient d'un large consensus au sein du CREF (Conseil des Recteurs de l'Enseignement Francophone), véritable organe patronal quasiment intégré dans l'ARES.

Enfin, la réforme renferme une orientation profondément régionaliste, portée notamment par la tendance de Marcourt au sein du PS. Ce projet vise à faire passer les Régions avant les Communautés. Ces Régions pourraient favoriser les entreprises locales et attirer les investisseurs en appuyant financièrement « leurs » universités, au détriment de Bruxelles. La Région bruxelloise étant la plus inégalitaire du pays, elle serait actuellement incapable

d'assurer le financement des deux universités et des nombreuses hautes-écoles présentes sur son territoire. De la même manière que la scission du financement de l'enseignement supérieur entre Flamands/Francophones a créé une profonde inégalité de droits entre les citoyens belges – le budget par étudiant est quasi le double en Flandre –, la division Wallonie/Bruxelles créerait un accroissement des inégalités d'accès et de qualité de l'enseignement supérieur entre les francophones eux-mêmes.

Derrière les déclarations d'excellence et de démocratisation, il faut donc lire : « enseignement plus inégalitaire et plus cher ». C'est l'application à l'éducation supérieure des plans d'austérité qui ont déjà touché les services publics, les salaires et les allocations sociales : donner la priorité absolue au paiement de la dette conduit à réduire de plus en plus violemment les droits sociaux acquis ces cinquante dernières années, dont le droit à l'éducation. Cette logique est celle appliquée dans toute l'Europe par la Troïka (BCE, FMI et Commission Européenne). Elle a déjà mené à un triplement des frais d'inscriptions et à une baisse de plus de 10 % du salaire des fonctionnaires, chercheurs et professeurs, dans les universités de l'Etat espagnol.

Réponse syndicale et étudiante

Ce n'est toutefois pas de cela que les recteurs débattent à coups de communiqués. La propagande réactionnaire et bonapartiste du recteur de l'UCL « en défense de l'Alma

Mater louvaniste » et les réactions des autres directions d'universités, défendant une réforme basée sur un « dialogue constructif », ne font que défendre leur pré carré tout en occultant les véritables attaques du décret, avec lesquels ils sont d'accord vu les positions défendues par le CREF.

Face à ces attaques, les mouvements syndicaux ont réagi. La FEF, les Etudiants-FGTB et plusieurs Conseils étudiants se sont prononcés contre le décret et ses conséquences pour les étudiants. La CNE-CSC s'est également opposée à certains aspects de la réforme, critiquant notamment sa logique régionaliste et les attaques portées à la concertation sociale. Il faut continuer à s'opposer à ce décret et expliquer largement en quoi il n'est pas « une réforme de plus », mais le début de l'application en Communauté française des coupes budgétaires imposées par le gouvernement Di Rupo depuis presque un an. Quant à la direction de la CGSP, dont les liens avec le PS sont notoires, elle défend le décret et promeut la logique des pôles, malheureusement au détriment de la mobilisation et de l'information de ses affiliés au sujet des motifs du décret.

Aujourd'hui, ce décret approuvé par le gouvernement entre en phase de négociation avec les acteurs sociaux du secteur : syndicats et organisations étudiantes. Il est donc très important que ces organisations réalisent des séances d'information orientées vers le personnel et les étudiants, si possible conjointement. L'heure est au travail de base des délégués syndicaux et militants étudiants, dans leur département, service ou auditoire, pour informer sur les effets concrets sur l'enseignement et les conditions de travail auxquels ce décret ouvre la voie, dans un contexte de coupes budgétaires et de privatisation des services publics. C'est de cette manière que l'on se préparera au mieux aux actions pouvant émerger dans les prochains mois de négociations difficiles ainsi qu'aux attaques à venir.

Non à l'intervention impérialiste française au Mali !

Le Mali est soumis à une intervention française depuis le 11 janvier, avec le soutien du Conseil de sécurité de l'ONU et la collaboration (bien que n'atteignant pas le niveau souhaité par la France) des principales puissances impérialistes.



Soldats de l'armée française, après attaque à la ville de Diabaly, nord Mali

Le président « socialiste » François Hollande justifie l'intervention comme une « lutte contre le terrorisme ». C'est la même excuse que celle des Etats-Unis lors de l'invasion et l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak. Mais l'intervention impérialiste française n'a d'autre but que de maintenir le contrôle sur son ancienne colonie.

Avec une arrogance extrême, le gouvernement français parle d'empêcher l'installation de la « barbarie » salafiste, comme si les bombes de ses avions sur les villes, tombant sur la population civile, n'étaient pas l'expression de la barbarie impérialiste ! Ce ne sera pas l'intervention de l'impérialisme française, l'un des plus importants responsables de l'extrême pauvreté en Afrique, qui va libérer le continent de la faim et du retard séculaire. Si les interventions impérialistes étaient gage de progrès, l'Afrique serait déjà très prospère.

L'excuse de l'intervention – la lutte contre les « extrémistes islamistes » – est la façade utilisée pour maintenir les frontières impérialistes en Afrique et pour permettre aux entreprises françaises de continuer à contrôler les matières premières provenant

de cette région. Il s'agit d'une guerre d'agression coloniale soutenant un régime fantoche, dont le but est de massacrer le peuple touareg qui lutte pour son autodétermination.

Les frontières du Mali

Le Mali a été une colonie française de la fin du XIXe siècle jusqu'en 1960, année où le pays gagne son indépendance. Après la crise de la dette des années 1980, ce contrôle a été renforcé par la privatisation et la présence de multinationales françaises dans les mines d'uranium, la téléphonie (Orange), l'électricité (Bouygues), le coton...

L'un des grands problèmes du Mali, conséquence de la présence impérialiste, est la division entre les peuples de la région. Parmi eux se trouvent les Touaregs qui habitent une région qui s'étend sur l'Algérie, le Mali, le Niger, la Libye, le Tchad, le Burkina Faso, et le Nigeria. Il y a entre 1 million et 1,5 million de Touaregs. Depuis l'indépendance du Mali, les conflits avec ce peuple furent constants, car il réclame son propre Etat national.

Le Mouvement national de libération d'Azawad (MNLA), un groupe nationaliste laïque qui lutte

pour l'autodétermination touareg, a ainsi pris les villes de Ménaka, Aguelhok et Tessalit. Le gouvernement de Toumani Touré a alors déplacé des troupes pour stopper les Touaregs. Mais l'armée a été mise en déroute, ce qui a donné lieu à un coup d'Etat en mars, dirigé par le capitaine Amadou Sanogo et soutenu par l'impérialisme français. A la fin du mois de mai, le MNLA et Ansar Dine ont déclaré l'Etat indépendant d'Azawad, qui n'a été reconnu par aucun pays de la région. Voilà le contexte réel dans lequel prend place l'intervention.

Dans ce scénario, la France a ouvert les portes à une intervention armée. Juppé, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Sarkozy, a déclaré en février 2012 que la clef était « l'intégrité territoriale du Mali ». La politique de Hollande lui a emboîté le pas. Une de ses manœuvres a été d'obtenir, en octobre 2012, l'approbation de l'ONU pour préparer une intervention. Le 20 décembre, le Conseil de sécurité approuva l'envoi de militaires.

A bas l'intervention impérialiste française !

L'impérialisme français, dirigé par le gouvernement « socialiste », justifie

l'intervention avec l'argument « de mettre fin à la menace terroriste », mais son objectif est d'assurer le partage de l'Afrique tel qu'il a été fixé par les impérialistes, il y a plus d'un siècle, en séparant dans des Etats différents des peuples partageant les mêmes langues et traditions, pour assurer le pillage impérialiste.

La position du Parti communiste français (PCF) et du Parti de Gauche (PG) de Mélenchon, principales organisations du Front de Gauche (FDG), est lamentable : ils ne condamnent pas l'intervention. Qui plus est, le PCF affirme que l'agression coloniale doit avoir lieu « sous le drapeau des Nations Unies ». C'est-à-dire qu'il justifie l'agression coloniale et, en exigeant que l'intervention soit réalisée sous la bannière des Nations Unies, il demande que les autres Etats impérialistes prennent part à l'agression coloniale. C'est précisément ce qu'exige l'impérialisme français. Bref, la position du PG et du PCF revient à une déclaration de solidarité avec l'agression impérialiste.

L'intervention française dans la guerre civile du Mali est loin d'avoir des objectifs « humanitaires ». L'utilisation de l'énergie nucléaire, en tant que principal fournisseur d'énergie pour l'industrie et les habitations, signifie que trois quarts de l'électricité produite en France proviennent de



Forces du MNLA, groupe qui lutte pour l'autodétermination Touareg

l'uranium. En outre, le résultat de l'exportation de l'électricité produite dans ses centrales a atteint 3 milliards d'euros. Ce que Hollande tente d'éviter avec l'intervention au Mali, c'est une crise de l'approvisionnement en uranium, et donc une hausse des prix de l'énergie qui aggraverait encore la crise économique en France.

La dépendance française envers ce minerai est donc vitale pour les entreprises françaises. Les gisements connus dans la région, qui traversent les frontières de plusieurs pays, sont estimés à 5000 tonnes d'uranium. Au Niger (à 200 km de la frontière avec le Mali) ceux-ci sont exploités par la société française Areva, et les réserves dans le sous-sol malien sont convoitées par cette société.

Nous faisons face à une agression coloniale à part entière. Comme celle de Bush, l'intervention militaire de Hollande a les mêmes arguments pour masquer les mêmes objectifs : le pillage colonial.

**Les troupes françaises
hors du Mali !**

NON à l'agression coloniale !

Il est urgent de démasquer la politique impérialiste française, de mener une campagne contre l'intervention et de démasquer l'union sacrée qui, au nom des « droits de l'homme », va perpétrer un nouveau massacre en Afrique.

Italie :

« No Austerity » est né : les luttes plus radicales commencent à se coordonner

La salle de la coopérative sociale La Speranza, dans la commune Cassina dè Pecchi (province de Milan), était remplie de travailleurs autochtones et immigrés et de quelques représentants des luttes étudiantes. L'Assemblée auto-organisée des travailleurs et militants syndicaux avait été créée pour unir certaines des luttes les plus radicales qui ont récemment eu lieu en Italie. L'objectif fut atteint avant même le début des discours, avec la présence de représentants des principales luttes du nord de l'Italie : les travailleurs d'Esselunga, de Pioltello,

qui représentaient, en plus de leur propre lutte, celle de beaucoup d'autres coopératives, en particulier dans le domaine de la logistique ; les ouvriers de Ferrari, de Modène ; les ouvriers de Marcegaglia, de Milan et de Casalmaggiore ; les ouvriers de Jabil, l'entreprise voisine, occupée ; les immigrés de la Coopération de migrants ; les travailleurs du Réseau ouvrier de Val Seriana ; les travailleurs de Same, de Treviglio ; plusieurs RSUi des régions de Milan et de Varèse ; et bien d'autres. Et alors que cette première assemblée était promue par la situation vécue dans

le Nord, elle put compter également avec la présence d'ouvriers d'Irisbus, de Flumeri (Avellino), qui avaient fait un voyage de mille kilomètres pour y assister.

La section de Milan du Parti d'Alternative Communiste (section italienne de la LIT-QI) a soutenu l'initiative dès le début. Voici un compte-rendu de cette journée qui, à notre avis, représente un premier pas très important pour commencer à coordonner les luttes les plus radicales à travers le pays.

Les premières interventions ont expliqué la proposition de coordination

Après une brève introduction par Stefano Bonomi, qui présidait l'Assemblée, les débats ont commencé avec l'intervention de Patrizia Cammarata, travailleuse de la ville de Vicenza et déléguée RSU de la Confédération Unitaire de Base (CUB), qui accueillit les travailleurs présents et insista sur le sens de la convocation à l'Assemblée, à savoir la discussion d'une plate-forme de revendications, et par la suite, sur cette base, la création d'une Coordination des travailleurs en lutte. Cette Coordination devrait être ouverte à toutes les initiatives de lutte qui se situent dans la perspective d'une véritable lutte des classes : des groupes de travailleurs qui sont en train de défendre leurs emplois ; des RSU ; des collectifs d'étudiants et de travailleurs ; des organisations syndicales et politiques ; des associations, des comités en défense de l'école et de la santé publique ; et tous ceux qui s'identifient à la plate-forme proposée.

La deuxième intervention fut celle de Ramona Bartolini, travailleuse de Jabil, qui raconta l'histoire de leur lutte. Après avoir maintenu un piquet permanent et une occupation pendant plus d'un an, les ouvriers ont obtenu, la semaine dernière, un engagement

formel du gouvernement, qui a chargé Invitalia de créer un plan de relance industrielle. Ramona a insisté aussi sur le rôle des femmes, tant dans la lutte contre la mise à l'arrêt de la production puis pendant l'occupation, que dans l'organisation du piquet permanent à l'extérieur de l'entreprise. Elle conclut en disant que nous devons nous battre pour sauver les emplois et l'avenir de nos enfants.

Paolo Ventrella, délégué FIOM chez Ferrari, de Maranello (Modena) intervint ensuite. Il parla de l'application du « Modèle Pomigliano » iv chez Ferrari, et fit une brève analyse de l'attaque contre les travailleurs de la part des patrons, qui essaient d'imputer les frais de la concurrence internationale sur le dos de ceux-ci, selon l'idéologie de la compétitivité absolue du néolibéralisme débridé, détruisant ainsi le bien-être des travailleurs et les écrasant. Le délégué FIOM de Ferrari a, en outre, mis en évidence la « schizophrénie au sein de la CGILv et de la FIOM », avec leur vue légaliste concernant la conclusion du référendum sur le « modèle Pomigliano » : dans la pratique, une attitude de soumission aux juges et à la politique. En conclusion de son discours, Paolo a souligné la nécessité de construire un travail de base pour se débarrasser des bureaucraties syndicales qui, tout comme les

patrons, humilient les travailleurs. Et il proposa la ville de Maranello pour accueillir la prochaine réunion de la Coordination en construction, afin d'encourager la participation des expressions de lutte d'autres régions. « Il faut unir les luttes, a-t-il conclu, parce que le temps presse et qu'ils sont en train de nous massacrer. »

Luis Seclen, travailleur licencié d'Esselunga, de Pioltello, et délégué du S.I. COBASvi, commença son intervention avec une mise en garde aux travailleurs de ne jamais faire confiance aux patrons, parce que ce faisant, ils attendent l'initiative de l'autre, alors que le problème historique des travailleurs ne peut être résolu que par les travailleurs eux-mêmes, à travers la lutte. Puis, à propos de l'Assemblée, il a souligné son importance. « Cela fait un an que je parcour l'Italie, et j'ai toujours, et partout, défendu l'unité de la classe ouvrière. Aujourd'hui est un jour historique : nous sommes ici pour dire que nous voulons l'unité, que nous construisons l'unité ! Et c'est parce que les ennemis de la classe ouvrière sont unis. La bourgeoisie et leurs laquais syndicaux et politiques nous haïssent, et à vrai dire, les travailleurs servent les patrons pour les enrichir, mais les patrons savent que c'est le prolétariat qui fait l'histoire et ils ont peur des luttes des travailleurs. » En terminant, Seclen a mis en évidence le fait que l'ensemble

du secteur coopératif, de Lombardie et d'autres régions, est en ébullition et se prépare à de nouvelles luttes, qui doivent progressivement se renforcer. Lutter est une obligation historique de la classe, même si elle conduit à une confrontation avec l'appareil répressif de la bourgeoisie et de l'Etat.

Moustapha Wagne, de la Coordination des immigrants de Vérone et responsable national de la CUB-Immigration, était l'orateur suivant. Wagne souligna qu'en Italie, les syndicats de concertation ont



Manifestation des étudiants devant le Colisée de Rome, 14-N



La coordination anti-austerité est un pas important pour l'unité des travailleurs

divisé les travailleurs, qu'il est donc nécessaire de créer cette Coordination pour lutter contre le système capitaliste mondial, et qu'il faut, pour y parvenir, combattre à l'intérieur et à l'extérieur des lieux de travail. Par la suite, il a parlé de certaines questions concernant l'immigration, soulignant que la lutte des travailleurs immigrés est la même que celle des travailleurs autochtones : la lutte contre le capitalisme. « Ces dernières années, la rivalité entre immigrants et travailleurs autochtones a diminué, mais la condition des immigrants a empiré. Il semble que de nombreux travailleurs italiens se soient retirés du combat. Il est maintenant clair, cependant, que ce ne sont pas les immigrants qui « volent » les emplois des Italiens, mais que c'est le système qui applique des coupes. Nous sommes tous dans le même bateau, nous devons lutter ensemble contre la bourgeoisie. » En guise de conclusion, il lança un appel à son propre syndicat pour tenter d'unir davantage de syndicats de base.

La dernière intervention de l'introduction, avant l'ouverture de la discussion, était celle de Fabiana Stefanoni, enseignante précaire et militante de la CUB de Modène. Dans son intervention, la camarade a souligné le fait que les attaques du gouvernement sur les écoles publiques, tout en étant une attaque contre l'avenir de tous les jeunes, sont aussi une attaque contre les femmes, étant donné qu'elles représentent la majorité des enseignants. Elle a ensuite dit que la classe ouvrière est divisée par la volonté des bureaucraties syndicales, que la pratique des grèves constamment isolées n'a pas donné de résultats favorables aux travailleurs, et que,

même lors de la dernière et très lourde réforme des pensions, les bureaucraties syndicales n'ont pas vraiment organisé de grève, mais se sont limitées à la proclamation de grèves symboliques. Si de nombreuses luttes de ces dernières années n'ont pas été victorieuses, c'est parce qu'il manquait une coordination entre ces différentes luttes.

Fabiana a dénoncé ensuite l'arnaque de la dette, qui est une dette des patrons, et non des travailleurs, et a souligné que, dans le capitalisme, chaque conquête que la classe ouvrière parvient à arracher aux patrons n'est que temporaire, parce que, tôt ou tard, la bourgeoisie trouvera le moyen de récupérer tout ce qu'elle a « donné ». Finalement, elle s'est arrêtée sur les exigences pratiques pour donner continuité à l'Assemblée : l'adoption d'une plate-forme de revendications ; la création d'une Coordination ; le besoin d'outils pour informer sur les luttes, par le biais d'un site web et de bulletins à distribuer aux travailleurs ; et surtout, l'organisation d'autres assemblées pour élargir la participation afin d'unir et de soutenir les différentes luttes en cours et celles qui viendront.

Un débat important et riche

Un vif débat a alors commencé, avec la participation, entre autres, de Salvatore D'Amato, travailleur d'Irisbus, de la ville d'Avellino, qui parla de leur importante et célèbre expérience de lutte ; puis de Dirceo Travesso, brésilien, responsable international de CSP-Conlutas (le plus grand syndicat de base d'Amérique latine), qui transmit à l'Assemblée les salutations de son syndicat et qui invita la Coordination à participer à la prochaine Conférence internationale des syndicats de combat, qui se tiendra à Paris au mois de mars, promue par Conlutas, Solidaire (France) et d'autres organisations de plusieurs continents. Cette intervention, très importante, de Dirceo Travesso mit l'accent sur la nécessité incontournable d'une coordination internationale des luttes.

Le débat était animé, avec des

interventions de travailleurs et d'étudiants. N'étant pas en mesure de citer toutes les interventions, nous nous limitons à quelques-unes : celle des représentants du Réseau 28 avril, celle de Cosimo Scarinzi (coordinateur national de la CUB-Ecoles) ; celle de Massimiliano Murgio, de la coordination de travailleurs auto-convoqués ; celle des représentants de l'Association « Voix de la mémoire – Eternit NON » de Casale Monferrato.

Une Coordination est née

A la fin du débat, l'Assemblée a adopté à l'unanimité la création de la Coordination appelée « No Austerity – Coordination des luttes » (un nom proposé par les ouvriers de Ferrari). En outre, la plate-forme, à partir de laquelle l'Assemblée avait été convoquée, a été discutée et votée (avec quelques amendements proposés dans le débat), et une Coordination nationale a été élue à l'unanimité, composée de représentants des grandes manifestations de lutte, présents à la réunion du samedi. Sa tâche est de mettre en pratique les décisions prises et de leur donner une continuité, ainsi que d'organiser les prochaines initiatives de lutte et d'assemblée. Enfin, la participation de la Coordination nouvellement créée, à la Conférence syndicale internationale qui se tiendra à Paris en mars, fut approuvée.

Les premiers engagements annoncés sont les suivants : la participation aux luttes des ouvriers des coopératives (selon le calendrier établi pour ce week-end à Esselunga et Ikea) ; et une prochaine initiative à Ferrari de Maranello, les premières semaines de l'année prochaine.

Un premier pas important vers l'unité de la classe ouvrière a été concrétisé. Il s'agit maintenant de renforcer cet instrument que les travailleurs se sont donné, en stimulant l'adhésion d'autres manifestations de lutte, de comités et d'organisations syndicales et politiques de gauche. Le Parti d'Alternative Communiste, quant à lui, comme il le déclara encore dans l'assemblée du samedi, mettra ses propres énergies militantes à disposition pour renforcer cette importante coordination de luttes.

Mobiliser maintenant pour refuser le gel des salaires et pour défendre et revaloriser l'index !

Cette année, exceptionnellement, le grand rendez-vous biennal entre les organisations patronales et syndicales du pays n'aura pas lieu. Il n'y aura pas d'Accord interprofessionnel (AIP). Qu'en penser ? A vrai dire, les derniers AIP n'ont pas été favorables aux travailleurs. Depuis la Loi de la « norme salariale » de 1996, le Conseil Central de l'Economie (paritaire) fixe les marges maximales à respecter pour que les salaires augmentent moins vite que ceux des principaux partenaires commerciaux de la Belgique (Pays-Bas, Luxembourg, France, Allemagne)... Cette Loi met en concurrence les travailleurs de ces pays au nom de l'objectif unique de la compétitivité ! En 2007, cette norme était encore indicative pour les secteurs. En 2009, en pleine crise économique, la hausse devint contraignante et limitée au salaire net ; en 2011, limitée même à l'index, le coefficient d'adaptation au coût de la vie. Mesure spectaculaire du budget 2013, le gouvernement décrète le gel des salaires... après avoir été tenté par le saut d'index. On croit revenir à la période de crise 1976-1986, où les gouvernements imposaient normes sectorielles et ponction d'index hors de toute négociation sociale, provoquant plusieurs grèves générales.

Anne Demelenne (FGTB) s'indigne : « le gouvernement nous a confisqué ce qui constitue le cœur même de la négociation d'un AIP, c'est-à-dire la possibilité d'augmenter les salaires bruts en fonction de la bonne santé de l'économie » (Le Soir, 14/01). Elle claque la porte des négociations. Mais les dirigeants des trois syndicats s'opposent-ils réellement au gel des salaires en refusant qu'il y ait un AIP ? Pas vraiment... Non seulement ils ne convoquent aucune mobilisation nationale interprofessionnelle, mais ils s'appêtent même à signer le cahier de revendications patronales qui prévoit de continuer à réduire les cotisations patronales à la sécurité sociale, en faisant passer la réduction (linéaire) existante de 400 à 430-440 euros (La Libre, 09/01).

En contrepartie de cette politique de démantèlement de la sécu, ces hauts leaders syndicaux auraient-ils obtenu

quelques avancées pour le monde du travail ? Aucune. 1° L'augmentation déjà acquise de certaines allocations sociales (la liaison au bien-être), financée par une enveloppe du gouvernement encore amputée de 40 %, n'est qu'une infime compensation pour la diminution constante des revenus de remplacement que touchent les travailleurs en fin de carrière, ceux qui ont perdu leur emploi ou qui n'en ont



jamais eu... Recul de l'âge d'accès à la pension, dégressivité du chômage, allongement du stage d'insertion des jeunes... Sans augmentation du salaire brut, à partir duquel sont calculées les cotisations qui alimentent le système, les caisses se vident et les allocataires perdent leurs droits. 2° Le « relèvement » du salaire minimum interprofessionnel n'est réalisé qu'en renforçant le « bonus à l'emploi », c'est-à-dire en diminuant les cotisations ONSS que paient les travailleurs eux-mêmes ! L'Etat donne d'une main ce qu'il reprend de l'autre, car malgré un petit « bonus fiscal », diminuer ces cotisations revient à augmenter le salaire imposable, donc le montant du précompte professionnel à payer au Fisc. Cette mesure honteuse vise à inciter les chômeurs à accepter des emplois à bas salaire... tout en obligeant les travailleurs à casser les mécanismes de solidarité de classe qu'ils se sont construits !

Pourquoi ces dirigeants syndicaux, soi-disant nos représentants, n'ont-ils pas exigé – et obtenu ! – des hausses de salaire brutes, dans le cadre de l'AIP, sur la base d'un rapport de force et donc d'une mobilisation massive ? Pourquoi ne se sont-ils pas battus pour défendre et revaloriser l'index, encore récemment vidé de certains frais et espacé dans le temps ? Renvoyer la né-

gociation salariale au niveau des secteurs, comme Demelenne le propose aujourd'hui, c'est refuser d'étendre aux secteurs faibles les avantages qui pourraient être acquis dans les secteurs forts, ce qui était pourtant l'une des conquêtes de l'AIP.

Le patronat, avec l'appui du gouvernement et des sommets syndicaux, a transformé cet AIP en un outil de modération salariale, en une sorte de plan d'austérité en lui-même. Aujourd'hui, pour défendre l'index, pour gagner des hausses salariales brutes qui tiennent compte de l'augmentation de la productivité, pour obtenir le meilleur statut possible pour les ouvriers et les employés, il est indispensable que les travailleurs se réapproprient cet organe de négociation interprofessionnelle : qu'ils établissent un calendrier de mobilisation préalable aux discussions et qu'ils exigent des négociations ouvertes pour empêcher les bureaucrates syndicaux de trahir une fois de plus les intérêts des travailleurs. La première bataille à mener est pour l'abrogation de la Loi de 1996 et du droit du gouvernement à prendre lui-même les décisions. Les sommets syndicaux se refusent à le faire. Ce sont donc aux Centrales combattives à organiser concrètement la lutte, comme elles l'ont fait le 14 novembre en organisant grèves et manifestations partout où cela était possible. Chacun, à la base, peut contribuer à inverser le rapport de force !

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal **Presse Internationale** est 100% indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de 20 EUR pour 10 numéros

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs* N° 523-0416096-41 avec mention de votre nom et « Abonnement PI »
- Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à lct.cwb@gmail.com soit par la poste à J. Talpe Rue de l'Elan, 73 - Bte 10 1170 Watermael-Boitsfort